



## Déclaration FSU (partie SNES)

### Comité de suivi examen du 17 septembre 2024

A Lille le 17 septembre.

En cette rentrée vraiment particulière, avec un ministre démissionnaire, et des budgets décidés par un gouvernement qui n'en assumera pas les conséquences, le moral des enseignants n'est pas au beau fixe. Quand elle n'est pas instrumentalisée à des fins politiciennes, l'école est placée sous la menace d'économies budgétaires. Les ballons d'essai lancés dans la presse laissent envisager une vague importante de suppressions de postes dans les années à venir. Est-ce ainsi que le MEN espère recruter des enseignants ? En leur promettant des classes toujours à plus de 30, voire plus de 35 ? Autre signe d'austérité, dans les collèges du Nord, le département prévoit une baisse de 32% sur les dotations. Ces mesures d'économie sont d'autant moins acceptables quand on apprend :

- le coût du SNU (160 millions d'euros en 2024) et de sa potentielle généralisation en 2026 (estimée entre 2,4 et 3,1 milliards d'euros par an selon la Cour des Comptes),
- celui de l'apprentissage (25 milliards) dont la même Cours des Comptes a pourtant contesté l'efficacité,
- et celui de l'expérimentation des uniformes (environ 200 euros par tenue), déguisement bien pathétique pour une mascarade où l'affichage d'un ordre pseudo égalitaire compte plus que l'acquisition de savoirs solides en contexte serein.

Pour en venir à ce qui nous occupe aujourd'hui, si des améliorations nettes de certaines conditions de correction et de passation ont satisfait les collègues, il n'en reste pas moins des dysfonctionnements qui auraient pu être évités si les questionnements et remarques du SNES-FSU avaient mieux été prises en compte.

Certes, le calendrier national et les JO ont contraints l'organisation des examens. Il n'en reste pas moins que certains flous auraient dû être levés, et des situations de corrections améliorées, surtout au vu des cinq Comités de Suivi ayant eu lieu l'an dernier, dont le dernier n'a pas pu apporter les réponses aux questions posées lors du précédent. Ce dialogue est important et apprécié. Mais si à plusieurs semaines d'écart des problématiques n'ont pas trouvé de solutions ou a minima d'explications, la frustration des collègues en attente de leurs convocations et d'informations précises ne peut que détériorer l'organisation des épreuves et la sérénité requise des personnels.

Nous savons les services en tension et nous les remercions de leurs efforts pour répondre à nos attentes. Grâce à la poursuite de ce dialogue entre organisations syndicales et services, nous espérons que les inconnues et problèmes auxquels nous avons dû faire face lors de la dernière session des examens se résoudront à l'avenir. L'objectif commun étant que le déroulement des épreuves soit le plus serein possible pour candidats et examinateurs, et dans l'intérêt du service public d'éducation.